

L'Institut Simone De Beauvoir fait appel au Gouvernement du Canada et à l'Hon. Justin Trudeau: #BringBissanHome

En tant que membres de l'Institut Simone de Beauvoir (SdBI), nous tenons à exprimer notre inquiétude marquée à l'égard du bien-être de Bissan Eid, une étudiante au deuxième cycle à l'Université Concordia à qui on empêche de quitter le territoire Palestinien de Gaza.

Bissan, une citoyenne canadienne depuis 2005, s'est rendue à Gaza en Juin 2016 pour se marier et pour rendre visite à ses grands-parents. Elle tente depuis Décembre 2016 de rentrer chez elle au Canada, mais s'est retrouvée dans l'impossibilité de quitter le territoire dû à la lenteur du traitement de son visa de sortie par les autorités israéliennes.

Bissan est couramment enceinte et vit une grossesse à risques. La date prévue pour l'accouchement est en Mai, et il est essentiel que Bissan reçoive immédiatement des soins médicaux au Canada. De plus, l'empêchement de quitter Gaza à forcé Bissan à mettre en suspens l'achèvement d'une maîtrise en Génie Civil.

La communauté du SdBI, dont le personnel et les étudiant(e)s, considèrent cet enjeu comme étant de la plus grande importance, non seulement parce que nous sommes en solidarité avec le peuple Palestinien et leur lutte pour la souveraineté, mais aussi parce qu'en tant que féministes, nous ne pouvons fermer les yeux sur l'injustice et la violence, incluant la violence genrée et à caractère sexuel, commise à l'égard des Palestinien(ne)s et d'autres personnes Arabes dans la Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Israël et sur le plateau du Golan (lisez davantage sur ces enjeux dans notre [Déclaration Publique](#)). Le traitement discriminatoire, l'exclusion, le siège militaire et l'apartheid imposés par Israël sur ceux et celles qui vivent dans les territoires occupés constituent une violation flagrante des lois internationales, des résolutions de l'ONU, et des droits fondamentaux de la personne.

Nous soutenons Bissan dans son droit à la liberté de circulation ainsi que dans son droit à des soins médicaux adéquats. Dû à sa grossesse à risque, nous jugeons cette situation comme étant une question de vie ou de mort et nous faisons appel au Premier Ministre Justin Trudeau et à toutes parties responsables d'agir sans délai pour assurer son retour au Canada en toute sécurité.

//

The Simone de Beauvoir Institute calls on the Government of Canada and Hon. Justin Trudeau to #BringBissanHome

As members of the Simone de Beauvoir Institute (SdBI) at Concordia University, we wish to express our deep concern about the well-being of Bissan Eid, a Concordia graduate student who has been prevented from leaving the Palestinian territory of

Gaza.

Bissan, a Canadian citizen since 2005, traveled to Gaza to get married and to visit her aging grandparents in June 2016. She has been trying to return home to Canada since December 2016, but she has been prevented from leaving due to the slow processing of her exit visa by the Israeli authorities.

Bissan is having a high-risk pregnancy and is expected to give birth in May, and needs medical attention in Canada immediately. Furthermore, Bissan's completion of a Master's degree in Civil Engineering has been obstructed because she is blocked from leaving Gaza.

The SdBI community, faculty, students and staff recognize this issue to be of utmost importance not only because we stand in solidarity with Palestinian people and their struggle for sovereignty, but also because as feminists, we cannot overlook the injustice and violence, including sexual and gender-based violence, perpetrated against Palestinians and other Arabs in the West Bank, Gaza Strip, within Israel and in the Golan Heights (see more on those issues in our [Public Statement](#)). The discriminatory treatment, exclusion, military siege and apartheid imposed by Israel on those residing in the occupied territories constitute flagrant breaches of international law, UN resolutions, and fundamental human rights.

We support Bissan's right to freedom of movement as well as her right to adequate healthcare. Due to her high-risk pregnancy, we understand this to be a life-or-death matter and call on Prime Minister Justin Trudeau and all accountable parties to act without delay to secure her safe return home.